

DÉCLARATION LIMINAIRE

CSA-SD (1D) 7 SEPTEMBRE 2026



La fin d'année scolaire a été catastrophique et a montré à quel point le gouvernement ne prenait pas en compte le dérèglement climatique.

En extérieur, comme dans les usines, les bureaux, les hôpitaux ou les écoles, ce sont, une nouvelle fois les travailleur-euses qui ont été en première ligne.

Dans l'Education, cela s'est traduit par une incapacité de l'Etat à assurer la sécurité des élèves et des personnels faute d'anticipation et de moyens. Depuis des années, la CGT Education alerte sur la nécessité de rénover l'ensemble du bâti scolaire. Le ministère lui, se contente de renvoyer la responsabilité aux collectivités territoriales alors-même que ces dernières voient leur budget baisser d'année en année. Nous ne pouvons pas accepter que la sécurité dans nos écoles dépendent du budget ou de l'orientation politique des maires. Un grand plan national avec un budget dédié doit être mis en place. Les moyens sont là, il s'agit bien d'une question de choix. Pour rappel, le nouveau porte-avion à plus de 10 milliards d'euros récemment commandé équivalait à la rénovation d'un quart de tout le bâti scolaire !

Mais comment un Etat libéral pourrait-il œuvrer à stopper le dérèglement climatique alors même que c'est le capitalisme qu'il promeut qui en est la cause ? C'est bien le système prôné par Macron et les siens qui use les ressources et pollue toujours plus. C'est d'ailleurs pour cette logique de profits que les budgets sont tout entier dévoués aux grandes entreprises et à la guerre plutôt qu'aux services publics. Le piratage des logiciels gouvernementaux (impôts, Education Nationale) n'est que l'illustration du manque de moyens et de considération face à ces questions.

Dans notre département, la situation est particulièrement alarmante. Malgré la suppression de 41 postes qui vont encore dégrader les conditions de travail, le saccage continue en ce début d'année scolaire.

Nous répétons notre opposition à toute nouvelle fermeture en septembre.

Peu importe combien le ministère aurait dû fermer de postes s'il avait été encore plus à droite, la baisse démographique doit permettre de baisser drastiquement le nombre d'élèves par classe : un point c'est tout ! Des études indépendantes ont encore été publiées : le niveau scolaire est directement lié au nombre d'élèves par classe ou groupe. Aucun argument ne peut justifier de regrouper, même en zone banale, 30 enfants de 3 ans dans un même espace en affichant l'objectif de construire des savoirs et compétences. Personne n'y croit : même pas les politiques de droite. C'est juste qu'ils se moquent éperdument de la souffrance engendrée et souhaitent la fin de l'école nationale, gratuite et publique. Après avoir maltraité les personnels pendant des années, ce sont les enfants qui en pâtissent désormais. Force est de constater que même quand il s'agit de « bonne nouvelle », l'administration est de plus en plus déconnectée du terrain. Alors la situation était en passe d'être réglée à l'école maternelle Doumer du Perreux sur Marne avec l'ouverture de classe, cela a tout de même été mal géré. Pourquoi venir perturber le bon déroulement de la rentrée en demandant aux parents de sortir avant ce qui était prévu ? Pour faire pleurer les enfants qui déjà étaient stressés par leur arrivée en petite section en demandant aux parents de partir ? Pour inquiéter les parents Pour leur montrer la violence dont pouvait faire part l'institution ? Et bien dans ce cas, la mission a été réussie.

Les personnels sont à bout et tout est fait pour que cela continue ! Parlons salaires. Car non nous ne nous nourrissons pas de savoirs et de pédagogie.

Dans la fonction publique, l'inflation se fait douloureusement ressentir : en 25 ans, la valeur du point d'indice a perdu + de 30 % de pouvoir d'achat. Concrètement, cela signifie qu'en 2025 les salaires revalorisés devraient être les suivants :

- Un salaire de 1500 euros devrait normalement être de 1990 euros
- Un salaire de 2000 euros devrait normalement être de 2860 euros
- Un salaire de 3000 euros devrait normalement être de 3990 euros

Ce ne sont pas des primes conditionnées que nous voulons, mais un salaire !

Ce ne sont pas des contrats que nous voulons, mais des titularisations ! Dans tous les services publics, des moyens humains et matériels sont absolument nécessaires pour faire face aux enjeux actuels.

Le 29 septembre, de nombreux secteurs appellent à la grève pour les salaires, les conditions de travail et la défense des services publics. Cette construction doit se faire dans les 3 versants : Etat, territoriale et santé. En tant que 1ère organisation syndicale de la fonction publique, la CGT s'inscrit pleinement dans cette journée. Elle ne suffira pourtant pas à elle seule et elle doit être la première étape d'une contre-offensive plus générale.

Sa réussite est essentielle : alors que le gouvernement nous prépare un énième budget d'austérité, nous devons construire dès maintenant le rapport de force nécessaire pour le contrer. Nous n'avons pas le droit de rester silencieux et passif. Nous avons tous une responsabilité face à ce qui se prépare.

